

# Bulletin de l'Institut

pour

## l'étude de l'Europe sud-orientale

Publication mensuelle

dirigée par

N. IORGA, G. MURGOCI, V. PÂRVAN

PRIX D'ABONNEMENT :

Un an, 6 fr., un n-o 50 ct. — Étranger : un an, 7 fr., un n-o 60 ct.

Dépôt à la Librairie C. Sfetea, Bucarest

S'adresser pour la rédaction à

N. Iorga, Vălenii-de-Munte (Roumanie)

COMMISSION HISTORIQUE DE LA ROUMANIE

## Chronique de l'expédition des Turcs en Morée 1715

Attribuée à Constantin Dioikétés et publiée par N. Iorga.  
Bucarest 1913.

A LA LIBRAIRIE C. SFETEA, BUCAREST

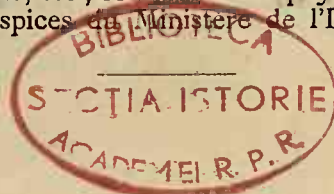
## Studii și Documente

Tomes XX et XXIII

Documents étrangers des archives de Königsberg, Danzig, Lemberg, München, Dresde, etc., concernant les pays roumains, publiés sous les auspices du Ministère de l'Instruction.

Prix : 15 fr.

par N. IORGA



# Buletinul Institutului

pentru

studiul Europei sud-ostice

Publicație lunară

condusă de

N. IORGA, G. MURGOCI, V. PÎRVAN

---

PREȚUL ABONAMENTULUI :

Un an, 6 lei, un n-r 50 b. — Străinătate: un an, 7 lei, un n-r 60 c.

---

Deposit la Librăria C. Sfetea, București

---

Pentru redacție a se adresa

D-lui N. Iorga, Vălenii-de-Munte

---

COMISIA ISTORICĂ A ROMÂNIEI

---

## Cronica expediției Turcilor în Morea

1715

Atribuită lui Constantin Diichiti și publicată de N. Iorga.

București 1913.

---

## Studii și Documente

Vol. XX și XXIII, Documente străine.

Vol. XXI și XXII, Documente interne.

Un volum: 15 lei.

de N. IORGA.

---

# BULLETIN DE L'INSTITUT

POUR

L'ÉTUDE DE L'EUROPÉ SUD-ORIENTALE

---

## SOMMAIRE:

„Vérité sur la guerre.“ — Băicoianu: Roumanie et conflagration européenne. — Kalitsounakis: Vénizélos, „Devaris“. — Iorga: Touraniens parasites, Kladovo, Civilisation sous Brîncoveanu, Argenterie de Brîncoveanu, Mémoires de Charles I, Histoire des États balcaniques. — Drăghiceanu, Tombeau de Brîncoveanu. — Vasilescu: Chronique byzantine. — Pamfile et Lupescu: Chromatique. — Dictionnaire statistique roumain. — Popescu, Diocèse d'Hongrovalachie (1810). — Giurescu: Miron Costin (édition).

---

*Die Wahrheit über den Krieg*, Berlin 1914.

Cette publication de défense et de propagande a aussi un chapitre d'histoire (*Das deutsche Weissbuch*, p. 106 et suiv.), avec des documents à l'appui. Le conflit austro-serbe y est brièvement exposé. Les rapports d'ambassade sont intéressants. Le 29 juillet, l'ambassadeur d'Allemagne à Pétersbourg, comte Pourtalès, était d'avis qu'une intervention à Vienne pour adoucir la note guerrière serait un attentat contre la souveraineté de l'Autriche-Hongrie, analogue à celui qu'on reproche à cette Puissance même contre la Serbie (pp. 115—116). „C'est pourquoi“, continue-t-il, „il faut laisser la monarchie dualiste vider elle-même son affaire avec la Serbie: à la conclusion de la paix il y aura toujours le temps de revenir sur le besoin d'épargner la souveraineté serbe“ (p. 116). M. Sassonov répondit, évidemment, que la Serbie ne doit pas être abandonnée à ce moment par la Russie“.

On pourrait douter que „l'Allemagne a travaillé sans cesse aux côtés de l'Angleterre dans l'action médiatrice et a soutenu toute proposition à Vienne dont on croyait pouvoir espérer une solution possible du conflit“: les actes publiés jusqu'ici ne nous la montrent nullement dans ce rôle, qui, s'il a été joué, l'a été avec une discrétion exagérée. Mais le désir manifeste de l'Angleterre d'empêcher la guerre ressort de la proposition du 20, qui permettait à l'Autriche-Hongrie son „exécution“, sa „Strafexpedition“ pour dicter à Belgrade des conditions de paix qui auraient pu être satisfaisantes pour la Russie (p. 118; on ne tenait au-

cun compte dans les milieux diplomatiques de la résistance serbe, qui a été une des plus glorieuses de l'histoire militaire et a mis en lumière pour le profit de l'humanité la valeur du facteur moral, même dans ces guerres de „technique“ de l'époque moderne). Cette proposition-ci fut en effet transmise par l'Allemagne à Vienne: manquait-il encore quelque chose pour le triomphe de l'action entreprise par MM. Berchtold et Tisza, en supposant toutefois que les assurances données par la diplomatie viennoise de ne vouloir rien annexer, pas même le Sandschak, étaient sincères? Si la réponse autrichienne à cette proposition insurpassable n'arriva pas avant la mobilisation générale russe, ce fut peut-être la faute de ceux qui pressèrent cette dernière (on a vu cependant qu'il fallut de longues semaines encore pour pouvoir commencer une action contre la Prusse Orientale), mais pourquoi pas aussi celle d'un retard voulu de l'autre côté?

La publication allemande reconnaît que le télégramme du 31 juillet adressé par le Tzar à l'empereur Guillaume se croisa avec celui de l'empereur adressé au Tzar; il faut reconnaître alors à Nicolas II l'initiative absolue de déclarations qui ne laissent rien à désirer en ce qui concerne leur netteté et leur franchise: *le Souverain russe allait donc jusqu'à admettre, à l'encontre des sentiments de ses sujets et en étouffant une indignation légitime contre les procédés de l'Autriche dans les Balkans, le projet anglais présenté par l'Allemagne: la possibilité d'une marche victorieuse des troupes austro-hongroises en Serbie, de la prise de Belgrade, de l'anéantissement moral de la nation serbe, du triomphe d'une politique qui aurait été appliquée tour à tour, certainement, à tous les petits États voisins*<sup>1</sup>. On reproche injustement aux Russes d'avoir ordonné leur mobilisation intégrale en violant la parole du Tzar ou au Tzar d'avoir donné sa parole bien qu'il eût connaissance de cette mobilisation (p. 120). Nicolas II déclarait lui-même qu'il est „techniquement impossible de suspendre nos préparatifs militaires“—dont il ne fixait pas les limites—, en ajoutant, comme dans son télégramme du 30, que la source allemande évite sciemment, qu'„ils ont été nécessités par la mobilisation de l'Autriche“,—même, bien entendu, si cette mobilisation visait seule-

<sup>1</sup> Récemment la Russie a communiqué un dernier télégramme du Tzar qui offrait de soumettre le différend à la médiation du tribunal d'arbitrage international!

ment la Serbie, que la Russie ne voulait, ne pouvait pas abandonner à son sort. Il faut reconnaître aussi que retirer ces mesures à la suite de l'ultimatum péremptoire de l'Allemagne, qui fixait à une grande Puissance, à une des plus grandes, un terme de douze heures pour cesser les préparatifs militaires *contre l'Autriche-Hongrie aussi bien que contre l'Allemagne*, était inacceptable. De fait, la guerre était déclarée au moment même où une instruction dans ce sens fut envoyée à l'ambassadeur d'Allemagne à Pétersbourg. Et nous ajoutons qu'il faut tenir compte aussi des exigences absolues d'un gouvernement autocratique, qui doit témoigner au moins envers ses sujets d'une énergie victorieuse à l'égard de l'étranger (et nous en tenons compte volontiers, mais dans une mesure bien inférieure, à l'Autriche-Hongrie, où *la tyrannie n'est pas légale et où elle s'exerce seulement, contre la loi et la justice, à l'égard des nationalités opprimées*); la Russie, qui avait reculé une fois, après une sommation allemande, en 1909, qui avait permis une fois l'humiliation que la Serbie avait réparée par ses victoires, ne pouvait pas céder encore une fois à ses incertitudes sur le succès d'une guerre et aux scrupules personnels du Tzar pacifique.

Le Ministère russe ne répondit pas à une sommation présentée à minuit, mais le Tzar continua à faire des efforts qui correspondent à son caractère bien connu: *il acceptait la mobilisation allemande dont on le menaçait* et demandait seulement l'assurance, qu'il avait été le premier à donner, que mobilisation ne signifie pas guerre, que l'œuvre de médiation continuera pour conserver „la paix générale si chère à son cœur“; il faisait appel à une „longue amitié éprouvée, qui, avec l'aide de Dieu, doit réussir à empêcher ces effusions de sang“. „J'ai indiqué à ton gouvernement le seul moyen par lequel la guerre pourrait encore évitée“, fut la réponse du souverain dont les longs toasts pleins d'une courtoisie flatteuse envers „le chef de la plus puissante armée“ qui est le Tzar sont encore dans toutes les mémoires. Donc à Berlin mobilisation signifiait guerre, „calamité incommensurable“, et, si le Gouvernement russe, dont on sépare le Tzar, ne répond pas, s'il n'accepte pas absolument, immédiatement, „le sujet du télégramme“ du Tzar ne sera pas „abordé“. On comprend moins la proposition finale par laquelle l'empereur „demande catégoriquement“ qu'une violation de ses frontières soit empêchée. On

était déjà au 1-er août, et à 7 heures du soir M. Pourtalès „relevait le défi“ et déclarait que l'Allemagne „se considère en état de guerre avec la Russie“. Cette déclaration il l'avait depuis un jour, en même temps que l'ultimatum, et avant le dernier télégramme de l'empereur, puisque le texte double, resté par erreur dans le document officiel, montre qu'il était préparé tout aussi bien pour le cas d'un refus que pour celui du retard de la réponse.

Il faudrait avoir des renseignements authentiques sur le fait, affirmé dans cette publication (p. 123), de l'entrée de troupes russes sur le territoire allemand dès l'après-midi du 1-er août, et il faudrait savoir à qui peut en remonter la responsabilité. C'est, en tout cas, un point important à discuter. Il n'était pas connu à M. de Pourtalès, qui n'en fait aucune mention dans sa déclaration de guerre.

Ajoutons que la réponse de la France, pleine de réserve, à une sommation formelle d'abandonner son alliée ne peut être étonnante pour personne: il faut se rappeler la manière tranchante dont l'Allemagne s'était déclarée solidaire avec l'Autriche-Hongrie dans une question qui ne touchait pas ses intérêts directs et n'était pas d'ordre général européen. Il faudra aussi vérifier le fait allégué par notre source (p. 124) que la France „ouvrit les hostilités le matin, 2 août“; la déclaration de guerre de la Russie, si elle était connue à ce moment, l'y autorisait certainement.

Parmi les pièces reproduites, il y a les „observations“ de la diplomatie austro-hongroise à la note serbe. Elles sont très intéressantes: on reconnaît à Vienne ne pas avoir manifesté le soupçon „que le Gouvernement serbe et ses organes auraient entrepris quelque chose d'officiel dans cette direction“, mais on confesse avoir attendu de la Serbie, après la déclaration du 18 mars 1909, „qu'elle change la direction entière de sa politique et arrive à des relations amicales de voisinage avec la Monarchie austro-hongroise“ („zur österreichisch-ungarischen Monarchie in ein freundnachbarliches Verhältnis zu treten“); disons-le avec un seul mot: reprendre le joug de la vassalité comme à l'époque du roi Milan. En ce qui concerne *le devoir* du Gouvernement serbe de réprimer les excès de presse et de dissoudre certaines associations, on observe que ces mesures ne peuvent pas être empê-

chées même par la Constitution la plus libre, car la presse et le droit d'association ont un „caractère public de droit“ („einen öffentlichen-rechtlichen Charakter“), ce qui „soumet la presse aussi bien que les associations à la surveillance de l'État“, qui pourrait donc, d'après cette théorie, en être rendu responsable dans un pays de libertés publiques (il y a eu un temps où on insultait à Belgrade le drapeau impérial et royal sans se rap-peler ces belles conceptions juridiques). On demandait au Gouvernement serbe de confesser qu'il connaissait les agissements contre la „Monarchie“ et qu'il a négligé de les combattre, ou les a même approuvés, et on le soupçonnait de vouloir recommencer son jeu de dissimulation. On expliquait en adoucissant que l'intervention autrichienne dans le procès des coupables qui se trouvent en Serbie ne devait concerner que les „recherches“, l'action policière préliminaire, et non l'„enquête judiciaire“ elle-même, l'œuvre de la justice, dans laquelle on ne prétend pas se mêler; on allègue que des précédents auraient existé, sans les citer, et on reconnaît qu'il s'agit d'un contrôle envers un Gouvernement qui par lui-même n'offre pas de garanties. Quant à ce qui concerne les preuves contre la *Narodna Odbrana*, l'association des Sokols, etc., elles ne reposent que sur des discours, des articles, des proclamations qui énoncent, de la part de personnes privées, un idéal incontestable sous le rapport de la logique des faits et des postulats de la pensée politique: celui de réunir dans un même État, d'après leur désir le plus ardent, les membres du même peuple. S'il y a eu une préparation secrète contre la „Monarchie“ pour le cas d'une guerre future—et on ne pourrait pas le contester—, il faut mettre en regard les préparatifs faits depuis longtemps par l'Autriche, en employant certains chefs polonais et ruthènes, pour une révolte dans les provinces voisines de la Russie, qui, de son côté, prenait des mesures analogues; pourrait-on accuser un État d'étudier le côté faible d'un adversaire naturel et de prendre des mesures en vue de faits qui se passeront seulement lorsque les conditions normales cesseront et la liberté de destruction des guerres commencera? Le mémoire signale un tableau symbolique dans une des chambres du Ministère de la Guerre à Belgrade qui représente l'œuvre de délivrance des provinces subjuguées; ce n'est pas sans doute bien officiel, ni bien aimable, mais on a tardé un peu à le dire.

Tous ces matériaux, toutes ces conclusions étaient adoptés par l'Allemagne, ainsi qu'on le voit par les instructions données à ses ambassadeurs à Paris, Londres et Pétersbourg le 23 juillet (pp. 153—155). Elle adopte absolument le point de vue de son alliée après la réponse serbe (pp. 156—158). Le chancelier de l'Empire communiquait le 28 aux gouvernements fédérés que toute intervention de la Russie doit être interprétée comme un encouragement pour la Serbie criminelle, comme une déclaration de guerre à l'Autriche-Hongrie. „Elle portera seule la responsabilité si, de l'affaire austro-serbe, que *toutes les autres Puissances désirent localiser*, il résultera une guerre européenne.“ Et plus loin: „L'agitation nourrie par les panslavistes contre l'Autriche-Hongrie poursuit comme but final, par la ruine de la Monarchie danubienne, la destruction ou l'affaiblissement de la Triple Alliance et, comme conséquence, un isolement de l'Empire d'Allemagne. Notre propre intérêt nous appelle donc aux côtés de l'Autriche-Hongrie.“ Il n'a que le souci d'une guerre européenne,— souci purement moral, est-il dit ensuite, qui recommande, non pas une pression à Vienne, une médiation même destinée à faire reculer l'Autriche-Hongrie, mais seulement une action destinée à „localiser le conflit“, c'est-à-dire à favoriser cette même Monarchie alliée. Si cette intervention, parfaitement définie et qui se dirige seulement, en faisant mine de négocier une médiation, contre les vrais médiateurs, ne réussit pas, eh bien! „on recourra à l'épée“ („zum Schwerte greifen“) (p. 159).

Tout cela est bien vrai; si *l'Allemagne ne voulait pas changer son système d'alliances, remplaçant par des États nationaux pleins de vigueur, qui pouvaient se sentir menacés par la Russie, l'État international en décomposition*, et si *l'acceptation de demandes tellement exagérées était la condition sine qua non pour sauver des griffes de la Serbie la colombe autrichienne*, il est évident que l'Allemagne devait risquer tout pour sauver l'Autriche, même en sacrifiant l'Italie, dont la valeur lui paraissait donc moindre que celle des Slaves, de sentiments suspects, et des Magyars, ennemis acharnés du germanisme, qui sont au fond l'Autriche-Hongrie presque entière. Mais alors pourquoi invoquer sans cesse, fût-ce même par remords de conscience, une médiation qui n'inquiétait pas plus que n'importe quelle autre diplomatie la diplomatie allemande pendant ces jours de crise décisive ?



M. Sassonov répétait le 24 juillet à l'ambassadeur d'Allemagne „qu'il est impossible à la Russie de permettre que le différend serbo-autrichien soit arrangé seulement entre les parties“ (p. 160; voy. ici-même, plus haut, I, p. 275). C'était aussi bien naturel, avec cette différence que la Russie, quel que fût son passé, que nous ne pensons guère à excuser, *soutenait le droit de vivre d'une nation et qu'elle pouvait parler à ce moment — elle seule! — de moralité politique*. Cependant les assurances que l'Autriche ne poursuit pas de conquêtes, qu'elle s'en „désintéresse“, paraissaient rassurer, le 26, un ministre qui *ne voulait pas la guerre, parce que, évidemment, quelles que fussent les illusions de son collègue militaire, il la craignait*. Mais l'Allemagne déclarait formellement, le 27 juillet, *ne pas vouloir permettre même une mobilisation contre l'Autriche* (p. 164). Elle rejetait avec indignation, le même jour, l'idée de „traîner l'Autriche devant un tribunal européen“ (*ibid.*). *La médiation à laquelle on déclarait vouloir se rallier ne pouvait nullement regarder l'affaire serbe, mais seulement le nouveau conflit austro-russe* (p. 165). Si l'Autriche était invitée à exposer à Pétersbourg, „d'une manière inexpugnable et probablement satisfaisante pour la Russie“, son point de vue envers la Serbie, *la déclaration de guerre restait* (p. 165). Mais, lorsque la proposition anglaise arrivait à Vienne, le comte Berchtold la déclarait tout simplement „tardive“ (p. 166). Et l'Allemagne répétait à Pétersbourg, le 30, qu'il ne faut pas mobiliser contre l'Autriche, car il ne s'agit que „d'une guerre locale“ (p. 167) et l'Autriche n'a pas mobilisé contre la Russie (p. 167) („die Mobilmachung bedeutet unvermeidlich Krieg“); il fallait ajouter...: que dans les Balkans).

„La mobilisation signifie la guerre“ déclarait, le 31, la diplomatie allemande (p. 173); „la mobilisation ne signifie pas la guerre“ était l'opinion de Nicolas II, le 1-er août encore. Il faut rapprocher ces deux conceptions pour arriver à une conception juste des motifs de la conflagration européenne.

Dans ce compte-rendu aussi nous nous sommes bornés à interpréter comme historien les actes mis à la disposition du public en ce qui concerne la situation balcanique au mois de juillet 1914.

N. Iorga.

\* \* \*

C. I. Băicoianu, *Însemnătatea geografică și economică a României în actuala conflagrație europeană*, Bucarest 1914<sup>1</sup>.

L'auteur considère la conflagration européenne, dans laquelle il cherche à fixer le rôle de la Roumanie, comme „l'explosion d'un vaste procès d'expansion économique, qui se préparait depuis longtemps entre l'Allemagne et l'Angleterre pour l'expansion géographique et commerciale, entre la Russie et l'Autriche-Hongrie pour l'influence politique-économique dans l'Orient européen“. Il en attribue la responsabilité à l'égoïsme exagéré de la politique économique et surtout commerciale de l'Allemagne (il cite l'expression „hungrig nach Land“ dans la brochure souvent discutée de „Daniel Fryman“, *Wenn ich der Kaiser wär* et Bernhardi, *Der Deutsche Krieg*). Il constate que la part de l'Angleterre au commerce mondial a diminué en 12 ans de 28,8% à 16%, alors que celle de l'Allemagne s'est élevée de 11% à 13% (pour l'année 1912; depuis, la proportion est devenue encore plus forte), que l'exportation allemande dépasse de plus de cinq milliards l'importation. Il admet que l'„Allemagne aurait pu apaiser le conflit austro-serbe“, qu'elle l'a saisi pour sa guerre et qu'elle poursuivait le rêve d'une confédération permanente avec l'Autriche, se créant de cette manière des débouchés aux Mers du Sud (mais l'Autriche-Hongrie avait promis l'intégrité territoriale de la Serbie).

La Roumanie utilise surtout la voie de la Mer Noire pour son commerce (à peine 5% de l'exportation et 40% de l'importation emploient les voies continentales). Il croit qu'une des conséquences heureuses de la guerre doit être celle de soustraire les détroits au régime, capricieux et soumis à des ébranlements périodiques, de la Turquie. La Roumanie a aujourd'hui entre ses mains 50% du trafic sur le Danube inférieur et dispose de 3.500 kilomètres de voies ferrées. Le blé et le pétrole roumain sont un facteur essentiel pour le sort de la guerre qui sévit autour de ses frontières. Elle en peut régler à sa volonté l'exportation. Cela seul suffirait pour lui assurer des avantages.

Mais ce tableau a ses ombres. 71.000.000 des 206.500.000 frs.

---

<sup>1</sup> Voy. aussi dans ce domaine les brochures de M. B. G. Assan, „Alimentarea Germaniei cu cereale“ et „Germania se poate aproviziona în Asia-Mică ?“.

capital investi dans les banques roumaines, appartient à l'étranger. Les nouvelles banques populaires et banques des villes employant le capital indigène adoucirent cependant la crise. „L'organisation du crédit national“ vainquit les difficultés. La Banque Nationale fit son devoir en influençant d'une manière décisive sur le taux de l'intérêt: „elle fournit à la place pendant le laps de 18 jours 78.000.000“.

Les relations avec les autres États que la Russie et le bloc austro-hongrois ont été empêchées par la participation de la Turquie à la guerre: on se sert de la communication Nich-Salonique, qui peut être coupée, et on a des raisons pour éviter encore les lignes bulgares. Quant aux relations avec l'Autriche-Hongrie, des rapports officiels constatent que les marchandises destinées à la Roumanie — et payées par elle — étaient retenues à la frontière de Predeal, alors qu'on laissait passer les autres. On a répondu du côté roumain par une interdiction de l'exportation et même du transit.

La brochure évite le côté politique.

H.

\* \* \*

Johannes E. Kalitsunakis, *Venizelos und Neugriechenland mit einer Skizzierung der Kretafrage*, Berlin 1915 (extrait des „Mitteilungen des Seminars für orientalische Fragen“).

Cette petite étude, due à un savant qui connaît les affaires de Crète par lui-même, ayant été témoin des dernières complications concernant le sort de cette île, contient surtout une très bonne exposition des vicissitudes de la question crétoise à partir de l'année 1895. On trouvera à la fin l'intéressant mémoire français présenté par M. Vénizélos aux Puissances, le 16/29 mai 1910 et qui contient en effet un bref et substantiel aperçu des diverses phases de ce problème politique difficile, en commençant avec les changements intervenus en 1897.

En ce qui concerne la personnalité très intéressante de M. Vénizélos lui-même, sur laquelle des documents de première main (mémoires, lettres, etc.) manquent encore, naturellement, on trouvera dans la biographie que donne M. Kalitsounakis des renseignements précieux sur l'origine de sa famille. Né à la Canée, dans le faubourg de Kaniès, le futur régénérateur de la Grèce moderne descendait d'une famille de Mainotes, qui abandonnè-

rent leurs montagnes au moment, ajoutons-nous, où d'autres (comme les Stéphanopoli) s'établissaient dans l'île lointaine de Corse. Cette origine est démontrée aussi par le nom originaire de ces réfugiés: Krevvatas (Κρεββατάρ). En effet Vénizélos est un nom de baptême (cf. aussi celui de Vénizélos Rouphos, homme politique grec du siècle dernier). La dérivation italienne: *buen* (*sic!*) *angelo* (p. 2) est décidément impossible: je me rappelle quelqu'un qui, il y a plusieurs années, rapprochait, dans une lettre qu'il m'adressait, d'Athènes même, „Vénizélos“ du mot roumain *vinețel* (de *vînăt*, bleu; donc: bleuâtre), mais, bien entendu, ce n'est pas une nouvelle étymologie que je propose.

Le président actuel du Conseil des ministres de l'Hellade fut un élève du gymnase de Syra et de l'Université d'Athènes, sans y emprunter cette psychologie exagérée qui fut bien le malheur de plusieurs générations de Grecs libres et causa des dommages incalculables au pays. Docteur en droit dès l'année 1887 (né le 11/23 août 1864), il eut le courage de quitter les séductions de la vie politique dans le royaume hellénique pour aller s'établir avocat dans sa ville natale. Mais dès 1889 il commençait là-bas une carrière politique de conséquence et de souplesse, qui en fit l'arbitre de la situation pour sa nation entière et un des hommes politiques les plus remarquables de l'époque.

Nous désirons que cette étude soit refaite dans de plus larges proportions pour rectifier et enrichir les connaissances de tous ceux qui portent un intérêt bien naturel au développement de la Grèce contemporaine.

N. Iorga.

\* \* \*

N. Iorga, *Popoare turanice parazitare*, Bucarest 1914.

Dans cette autre conférence, l'auteur met en lumière le parallélisme parfait qui existe entre le développement de l'Empire ottoman et celui de l'État magyar, tous les deux fondés par des peuples appartenant à l'élément touranien (le nationalisme des Jeunes Turcs a fait paraître à Constantinople le journal „Touran“). Le Touranien,—même s'il est mélangé de sang finois—peut bien conquérir et se maintenir dans sa conquête, mais il lui est impossible de renoncer à des pratiques parasitaires, qui forment depuis des siècles son histoire. Le Turc ottoman, établi en Thrace, se sert des institutions et des hommes, appartenant à une civilisation supérieure,

qu'il a trouvée ; il domine les races soumises par les mieux doués parmi leurs représentants. Par suspicion, les Sultans écartent leurs anciens camarades de combat et emploient exclusivement les „esclaves“ tirés du milieu des vaincus ; il en résulte ce phénomène double, cause inmanquable d'une catastrophe : corruption de cette classe de rénégats servant leur seul intérêt personnel et paralysie, anéantissement du facteur même de la conquête, soustrait au labeur et aux affaires. Les Magyars empruntent leur civilisation élémentaire aux Slaves et aux Roumains soumis, leur culture religieuse aux Grecs, aux Russes, aux Allemands et à ces derniers aussi leurs idées politiques supérieures (mais Király est le Kral serbe, de *Carolus* ; les premiers chefs étaient des Voévodes à la mode slave ; les *ispán*, gouverneurs de comtés, sont des joupans yougo-slaves). Mais, tandis que les Turcs se sont logés commodément dans la coquille byzantine, les Magyars ne se sont pas substitués à un État organisé en Pannonie, et ils n'arrivent pas à trouver par eux-mêmes une orientation politique durable ; ils s'useront donc en poursuivant des conquêtes impossibles dans toutes les directions, — un impérialisme incertain et agité qui les mènera à la défaite par les Turcs (Mohács, 1526) et à la sujétion par les Habsbourg. Leur réveil national au XIX-e siècle donne bien l'impression d'un esprit original magyar qui combat et s'impose dans le domaine culturel d'abord, puis dans celui de la politique. Mais les principaux facteurs de ce renouveau sont encore des rénégats : Petöffy est un Pétrovitch, Kossuth lui-même a du sang slave ; le nombre des Magyars par reniement est extraordinaire dans les lettres, la science, l'enseignement ; la sincérité d'une foi nationale leur manque complètement. Les affaires, le crédit appartiennent aux étrangers. Cela suffit pour pouvoir prédire aux Magyars le sort de leurs frères touraniens, les Turcs et les Tatars de Crimée, s'ils ne consentent pas à réduire leur ambition aux forces réelles dont ils disposent et à transformer une véhémence âme parasitaire dans une âme moderne, laborieuse et tolérante, qui seule peut assurer un avenir.

L.

\* \* \*

N. Iorga, *Din legăturile noastre cu Sirbii : Corespondența românească a Voevozilor din Cladova*, Bucarest 1915 (extrait des

„Annales de l'Académie Roumaine“; résumé dans le „Bulletin de la section historique de l'Académie Roumaine“).

Les begs et Pachas turcs établis, dès le XVI<sup>e</sup> siècle, sur la ligne de frontière du Dniester et du Danube employèrent dans leur correspondance avec les pays roumains et autres contrées limitrophes même la langue de leurs voisins. On avait déjà une lettre roumaine antérieure à l'année 1550 que le beg de Bender (dans la Bessarabie actuelle) adressait au staroste polonais de Rachkov, en face de la forteresse où il commandait. On connaissait aussi les lettres roumaines d'Ali-Pacha Magyaroglou, lors de son invasion en Transylvanie (1613), pour communiquer ses ordres aux villes saxonnes. L'auteur ajoute à ces matériaux des lettres des années 1807—1823, provenant des Voévodes (intéressant reste de l'ancienne nomenclature des chefs autonomes de la Kraïna serbe) de Kladovo, ainsi que des commandants turcs d'Adakaleh ou de la Nouvelle-Orsova (certaines sont datées simplement d'Orsova), de Berkovitz, d'officiers turcs opérant avec leurs contingents en Valachie et même celle d'un *bimbacha* de cavalerie qui se trouvait à Rîmnicu-Vilciï, en Olténie, au mois de juin 1849, pendant la dernière occupation turque.

Une étude préliminaire fixe les relations de Kladovo, d'où vint vers la fin du XIV<sup>e</sup> siècle le moine Nicodème, fondateur des premiers grands monastères valaques, avec la principauté roumaine voisine. Michel-le-Brave conquiert en 1598 la ville, mais pas aussi le château, où les Turcs purent se réfugier. En 1689, Constantin Brîncoveanu, successeur de Michel, rebâtit Kladovo aussi bien qu'Orsova elle-même. Après des vicissitudes pendant la guerre entre Turcs et Impériaux, il fallut refaire cet ouvrage sept ans plus tard, en 1695, sous l'inspection du Ban de l'Olténie, Cornea Brăiloiu; le prince de Valachie lui-même parut sur la place. En 1700, des délégués de Brîncoveanu, des Cantacuzènes de sa lignée, y attendaient, avec des „*esculenta et poculenta*“, l'Internonce, d'Öttingen, qui se rendait à Constantinople le lendemain du traité de Carlowitz. En 1716 des troupes valaques parurent à Orsova, au cours d'une nouvelle guerre d'offensive entreprise par Eugène de Savoie contre les Ottomans. Pasvantoglou, le célèbre Pacha de Vidin, qui parlait lui aussi le roumain (signalons le passage contenu dans un rapport prussien de 1802: „spricht gut wallachisch und illyrisch oder bulgarisch“; Iorga,

*Acte și fragmente*, II, p. 365, no. 1), réunit Kladovo à sa province, qui comprenait aussi bien Belgrade et Nich qu' Orékhoivo. L'auteur cite une description roumaine de la Kraïna à cette époque (il y avait sous le Voévode des Obor-Knèzes, dont le modèle fut emprunté ensuite par Carageorges). Suit la mention des combats portés par les Serbes révoltés, que soutenaient des soldats russes, pour la délivrance de cette région, en 1806-1812, et du rôle héroïque qu'y joua le haïdouk bien connu Véliko. Les quelques pages finissent par les dernières mentions de Kladovo dans des sources roumaines.

L. P.

\* \* \*

Virgil Drăghiceanu, *Mormîntul lui Constantin-Vodă Brîncoveanu* (dans le „Buletinul Comisiunii Monumentelor istorice“, VII, fasc. 27).

M. Virgile Drăghiceanu a retrouvé dans l'église de S. Georges „Nouveau“ à Bucarest le tombeau du prince de Valachie Constantin Brîncoveanu, décapité en 1714, avec ses fils, à Constantinople; ces restes ont été transportés furtivement de l'église de St. Jean dans l'île de Chalké, en 1716. L'auteur donne des renseignements empruntés à l'opuscule de Barthélemy de Koutloumouz sur le monastère de la Vierge à Chalké; il ne fallait pas admettre cependant l'assertion bizarre que Michel-le-Brave, prince de Valachie, „conquit les métoques de ce couvent“. Au lieu des renseignements vagues de ce moine sur les possessions de ce couvent et de celui de Sizépoli-Sozopolis en Moldavie — couvent dédié du prince Aaron près de Iassy — il fallait recourir à notre étude sur les fondations des princes roumains en Épire — voy. ce „Bulletin“, I, p. 177 —, d'après les documents originaux que nous publions dans le volume XIV de la collection Hurmuzaki. Nous apprenons cependant par cet opuscule grec que Jean, le maître de la Chambre princière sous le prince Nicolas Maurocordato, répara les citernes de Chalké, que le prince Alexandre Hyspilotis, dont la femme était descendante de Panagiotis Nikousios, le grand-dragoman du XVII-e siècle et le principal bienfaiteur de l'île, promit à Sophronius II, Patriarche de Constantinople, de refaire les édifices du monastère et qu'il tint sa parole, en lui dédiant en même temps le couvent de Mărcuța près de Bucarest: la première école de Chalké vient de ses largesses.

M. Drăghiceanu donne de très bonnes photographies du tom-

beau de Bucarest et de la splendide veilleuse en argent qui a révélé par son inscription, longtemps négligée, la place où reposent les ossements de Brîncoveanu.

Une connaissance plus complète de l'histoire générale aurait empêché certaines erreurs de forme („Trapezuntziul“, pour „Trapezuntiul“, Kutais pour Kutayeh; il n'y a pas à Venise de „Sala“ servant comme dépôt pour les étrangers; il s'agit de l'„officio del Sal“).

N. I.

\* \* \*

Alexandre A. Vasilescu, *Un cronicar anonim bizantin utilizat de autorul Istoriilor Domnilor Țării-Românești* (extrait de la revue „Convorbiri literare“, XLVIII), Bucarest 1914.

Le chroniqueur roumain Constantin Căpitanul (Constantin le Capitaine), qui écrivit après 1688 l'histoire de la Valachie dès l'époque la plus reculée jusqu'à cette date et qui introduisit l'innovation de placer les événements relatifs à son propre pays dans le milieu de l'histoire générale, emploie pour l'histoire byzantine au XV-e siècle — outre Phrantzès, „qui fut Grand-Logothète dans l'Empire des Grecs du temps où Constantinople fut prise et qui, étant resté en vie après la prise de Constantinople, écrivit beaucoup d'histoires merveilleuses“ —, une source que M. Vasilescu est arrivé à fixer.

Cette source n'est autre que la compilation intitulée *Ἱστορία πολιτικὴ Κωνσταντινουπόλεως*, jusqu'à l'année 1578, qui est contenue dans un des volumes de la collection des Byzantins parue à Bonn. Le copiste — et certainement aussi le continuateur — de cet opuscule est Théodose Zygomas, protonotaire du Patriarche de Constantinople et correspondant de l'humaniste allemand Martin Crusius.

M. Vasilescu constate que cette autre source, qui est la source principale, a servi de base même lorsque l'auteur déclare avoir eu devant lui le texte de Phrantzès, qui „remplit ses yeux de larmes“ par le récit de la prise de Constantinople. Le chroniqueur valaque aurait connu un texte de l'*Ἱστορία* plus complet que celui que nous avons aujourd'hui.

Il faut rejeter cependant l'hypothèse que la compilation byzantine aurait été employée aussi par Nicolas Costin, le chroniqueur moldave du XVIII-e siècle, qui était familiarisé plutôt avec les sources latines, comme élève des Jésuites polonais.



Une connaissance plus sérieuse du monde byzantin et levantin aurait été nécessaire pour donner à cette étude une forme correspondant mieux aux travaux de l'érudition moderne.

N. I.

\* \* \*

Tudor Pamfile et Mihaï Lupescu, *Cromatica poporului român*, Bucarest 1914 (édition de l'Académie Roumaine).

Cet ouvrage de 241 pages peut servir aussi à quiconque étudiera la „chromatique“ des Balcons, qui est, dans ses lignes générales, la même qu'en Roumanie. Des chapitres spéciaux étudient chaque couleur employée pour la teinture des étoffes fabriquées par l'industrie des villageoises ou même pour la teinture des cheveux, les procédés employés pour blanchir la toile, la coloration des œufs de Pâques, la manière ancienne de tanner les peaux, de donner la couleur aux pâtes, aux boissons, au bois et au fer, à la vaisselle, aux argiles et à la chaux, ainsi que celle de fabriquer l'encre.

A signaler le nombre assez important de couleurs dont la notion elle-même est empruntée aux Turcs (pp. 14-18). Le terme *boia* vient du turc, alors que *văpsea*, *a văpsi* sont en relation avec les plus anciens mots grecs de la langue roumaine (βάψω).

A signaler aussi les intéressantes reproductions de dessins fixés sur les œufs pascals, pp. 183-190. Ils sont beaucoup plus compliqués et d'une valeur artistique supérieure à ceux de l'Ukraine, que les auteurs connaissent par une étude publiée dans le tome VII de la „Revue des traditions populaires“.

Ce travail tient compte aussi des traditions de l'élément roumain dans les Balcons, telles qu'elles sont exposées dans l'étude de M. P. Papahagi sur les Roumains du Méglen (*Meglano-Romîniî*; 2 volumes).

H.

\* \* \*

Ministère de l'Agriculture et des Domaines de Roumanie. Direction de la Statistique générale. *Dicţionarul statistic al României, întocmit pe baza rezultatelor definitive ale recensămîntului general al populaţiunii din 19 Decembre 1912*, vol. I, Argeş,—Iaşi, Bucarest 1914.

On aura par cet ouvrage monumental, dont le premier volume (il y en aura deux ou trois) contient presque 500 pages in 4<sup>o</sup>,

pour la première fois, dans les formes brèves et simples d'un schématisme descriptif, avec des sigles commodes, non seulement un dictionnaire des communes, mais aussi une image complète de tout ce qu'elles contiennent (institutions d'État, associations, jardins, fabriques, foires, banques populaires, etc.).

Quelques renseignements tirés de la préface, signée par M. L. Colescu. La Roumanie avant le traité de Bucarest comptait 8.636 villages et 735 groupes d'habitations, une population totale de 7.234.919 habitants (3.655.573 hommes), dont 2.139.154 en Moldavie, 3.302.430 dans la Grande-Valachie, 1.412.905 dans la Petite-Valachie, 380.430 dans l'ancienne Dobroudscha. Sur ce nombre 5.904.787 habitent la campagne. En 1899 il y avait seulement 5.956.690 habitants. En 1913 on pouvait compter 7.626.000 habitants. Les guerres balcaniques ont provoqué une forte émigration, et la plupart des émigrés ne sont plus retournés.

Il n'y a pas d'exode des paysans vers les villes: Bucarest n'a que 341.000 habitants stables en regard de 276.178 en 1899 (Jassy: 75.229, Galatz, 71.641, Brăila 65.052, Ploiești 56.460. Craiova 51.404; Botoșani 32.574, Buzău 28.807, Constanța 27.201, etc.). Il y a des communes rurales avec plus de 8.000 habitants, La densité moyenne de la population ne dépasse pas 55.6 habitants par km. carré.

Les notices statistiques sont distribuées par districts; les villes d'un côté, les communes rurales de l'autre.

Des tableaux synoptiques accompagnent cette publication, d'une grande importance, qui est mise en vente pour le prix relativement modique de dix francs.

**N. Iorga.**

\* \* \*

N. Iorga, *Activitatea culturală a lui Constantin-Vodă Brîncoveanu și scopurile Academiei Romîne*; extrait des „Annales de l'Académie Roumaine“; un résumé dans le „Bulletin de la section historique“.

Constantin Brîncoveanu, prince de Valachie (1688—1714), décapité à Constantinople avec ses fils, a été un bibliophile, un fondateur d'éccles (Académie grecque de Bucarest, datant du règne de son oncle et prédécesseur Șerban Cantacuzène), un patron des écrivains et il a noté lui-même dans un journal autographe une partie des événements de son long règne. Cette étude fait voir ses relations littéraires (aussi avec le fameux Patriarche

de Jérusalem Chrysanthe Notaras) et la valeur littéraire des œuvres compilées ou composées sous son patronage: édition complète de la Bible roumaine en 1688; chronique de Radu Greceanu; traductions du grec des Pères de l'Église et des écrivains religieux byzantins, par ce même Radu Greceanu et son frère Șerban. L'auteur montre que les livres d'église imprimés à Bucarest pénétrèrent dans tous les pays roumains: la Moldavie soumise à un autre prince, la Transylvanie et les provinces de la Hongrie habitées par des Roumains, ce qui leur donne une importance exceptionnelle pour le développement culturel de la nation. L'appendice contient la préface roumaine de l'ouvrage, rédigé en grec, du Patriarche Gerasime d'Alexandrie sur la Vie de Constantin-le-Grand, ouvrage dédié à Brîncoveanu, cet autre Constantin.

N.

\* \* \*

N. Iorga, „*Arginturile*“ lui Constantin Brîncoveanu (dans le „*Buletinul Comisiunii Monumentelor istorice*“, VII, fasc. 27).

L'auteur lui-même résume cette étude d'archéologie dans ces termes:

Le prince de Valachie Constantin Brîncoveanu, exécuté à Constantinople le 15/25 août 1714, a donné à son pays une éclosion artistique extraordinaire, qui ne se manifeste pas seulement par ses bâtisses religieuses et profanes, par de belles peintures d'église, par les miniatures et autres ornements des manuscrits et des livres imprimés, par des ouvrages de sculpture en pierre et en bois, par des broderies, mais aussi par des objets en métal précieux destinés aux mêmes fondations de son règne.

Les lettres du prince adressées à la municipalité de Kronstadt en Transylvanie montrent que l'exécution de ces travaux d'art était confiée à des artistes saxons de cette ville, entre autres un Georges Mai, un Henri Lambert (?). Mais les types et surtout les ornements de fleurs, de tulipes, de larges feuilles entrelacées, n'appartiennent pas à l'art de l'Occident.

Brîncoveanu ne donnant pas seulement les matériaux, il fournissait aussi les modèles, qui devaient être scrupuleusement suivis.

On peut savoir en poursuivant l'illustration des livres

roumains, qui était l'auteur même de ces dessins. Alors que jusqu'en 1691, et dans l'imprimerie de Buzău jusque vers 1700, on continuait la tradition des ornements à feuilles d'acanthé, d'origine occidentale, le moine ibérien Anthyme, qui devint évêque de Rimnic et Métropolitain du pays, introduit l'innovation d'une ornementation toute nouvelle. Inspiré par le vieil art arménien et géorgien, il apportait des éléments empruntés à la Perse musulmane. Ils lui servirent à créer le nouveau type qui donne une valeur d'originalité aux argenteries d'église de cette époque de Brîncoveanu.

Ajoutons que l'étude est accompagnée de reproductions de toutes ces argenteries, dans de grandes proportions, qui permettant d'en étudier jusqu'aux moindres détails. B.

\* \* \*

Diacre N. M. Popescu, *Catagrafia eparhieî Ungrovlahieî, I, Judeţul Ilfov*, Bucarest 1914.

Cette „catagraphe“ des églises de la diocèse du Métropolitain de Valachie, rédigée en 1810 (la partie relative à la ville de Bucarest a été publiée par M. Al. Lăpădatu dans la revue „Biserica Ortodoxă“, XXXI) est intéressante aussi pour ceux qui étudient l'histoire ecclésiastique des Balkans par le grand nombre d'évêques *in partibus* mentionnés comme consécrateurs des prêtres: de Titoupolis, de Stavropolis, de Pogoniana, de Sardes, d'Hélioupolis, d'Amida, de Sivas (Sébaste) celui de Σιδής, celui de Zichnai, de Damalai, celui de la Thébaïde, Sophronius de Vratza de 1802 à 1808 (pp. 6, 8—13, 21—22, 28—29, 33, 36—37), Cyrille de Tschermen et Roustschouk, en 1793 (p. 29), Grégoire de Silistrie (p. 74).

Des „Serbes“ (=Bulgares) sont constatés dans les villages de Bragadirul-de-sus et Bragadirul-de-jos, Chirnogi, Dărvarî, Băleanu, Odăile, Ciorogîrla, Boşneag (Bosniaque), Căţelu, Brăneşti, Fundulea, Mănăstirea, Spanţov, mêlés à des Roumains; des Grecs dans le village du couvent Mărcuţa près de Bucarest (il s'agit d'habitants d'Arnaout-keui, qui abandonnèrent ce village, „brûlé avec d'autres aussi“, et se réfugièrent en Valachie; leur prêtre, de même nation, avait été consacré par Anthyme, évêque de Preslav, en 1800; pp. 41—42). A Sineşti, Cătuneşti, Cheselet, Ul-

menî-Ungurenî, Drăgoieşti, Obileştiŷ-Vechî, Tănganul, Pantelimon, des Roumains de Transylvanie, protégés de l'Agence Impériale (p. 46).

\* \* \*

Jean E. Kalitsounakis, *Ματθαίος Δεβάρης και τὸ ἐν Ρώμῃ ἐλληνοκλόν γυμνάσιον*, Athènes 1914 (extrait de l'*Αθηνα*, vol. XXVI).

M. Kalitsounakis rassemble laborieusement tous les renseignements répandus dans des sources diverses sur un des élèves du „gymnase hellénique“ fondé à Rome par le Pape Léon X, pour Marc Mousourous, d'après les conseils enthousiastes de Janus Laskaris. Mathieu Dévaris ne donna du reste que des menus travaux d'érudition pour les érudits de la Renaissance au XVI-e siècle. Il mourut très vieux au mois de juin 1581 à Rome, où il était connu sous le nom de „messer Mathia Greco“. L'auteur se demande quelle est l'origine de ce nom: *Δεβάρης*, *Δεβάρης*, Devarius, d'une famille qui vint de Corfou pour s'établir dans l'Italie méridionale: il discute l'étymologie classique Avaris, qui aurait donné aussi (?) le latin „avarus“. Il est probable que le prototype est de *Variis*.

Le texte et les notes de ce petit travail regorgent de renseignements sur les émigrés grecs qui participèrent à l'œuvre de la Renaissance. Le „roi de Moldavie Jean“, collègue de Mathieu, n'est autre que le prétendant qui vivait à Bruxelles vers 1521 (voy. Hurmuzaki, *Documente*, VIII, pp. 49—50, nos LX—LXII) et sur lequel nous donnerons des renseignements dans le no. 2 de notre *Revista istorică română*. N. Iorga.

\* \* \*

N. Iorga, *Opera de istoric a regelui Carol*; extrait des „Annales de l'Académie Roumaine“; résumé dans le Bulletin de la section historique“.

L'auteur montre que l'ouvrage paru à Stuttgart sous le titre „Aus dem Leben König Karls von Rumänien“ est, de fait, malgré la révision du style par un professeur allemand, le journal même du défunt roi Charles, qui le reconnaissait lui-même dans ses conversations. C'est une source très riche en détails parfaitement exacts, qui repose aussi sur une large utilisation de la correspondance diplomatique adressée directement au royal écrivain. Ces Mémoires, qui s'arrêtent à la proclamation du

royaume de Roumanie, le 26 mars 1881, ont une tendance: celle de faire voir que la politique suivie par le Souverain avant la guerre de 1877, pendant cette guerre et après, lorsqu'il se rangea du côté des Puissances centrales, était justifiée par les circonstances.

C.

\* \* \*

C. Giurescu, *Miron Costin: De neamul Moldovenilor*, Bucarest 1914 (édition de la „Commission historique de Roumanie“).

Nouvelle édition de l'opuscule de Miron Costin, le grand chroniqueur moldave du XVIII-e siècle, sur l'origine de la „nation moldave“ ou plutôt des Roumains. Aux pages 41—42 est reproduite une conversation de caractère archéologique avec le drogman impérial Panaïotaki Nikousios.

B.

\* \* \*

N. Iorga, *Histoire des États balcaniques*, Bucarest, Sfetea, 1914.

C'est une traduction française de l'ouvrage roumain paru il y a un an, qui contenait, en dehors de chapitres préliminaires sur l'état de la chrétienté balcanique au moment de la conquête ottomane, sur le régime auquel elle fut soumise par les conquérants, sur le rôle des Roumains, restés autonomes dans leurs principautés de Moldavie et de Valachie, sur la politique de l'Autriche et de la Russie et sur l'influence française dans les Balcons, l'histoire de la Serbie (quelques notes sur le Monténégro), de la Grèce, de la Bulgarie — incidemment aussi des pays roumains — pendant le XIX-e siècle, dans un développement unitaire, et non par pays, ainsi qu'on le fait ordinairement. L'auteur a ajouté des considérations sur les derniers événements, qui l'ont confirmé dans son jugement sur l'avenir nécessairement solidaire de toutes les nations balcaniques et danubiennes, qui ont aidé jusqu'ici par leur envie, leur manque de mesure et leurs discordes mesquines l'œuvre d'envahissement accomplie successivement par la Russie et l'Autriche.

Ou aurait pu supprimer à cette occasion certaines erreurs de faits et fautes d'impression (Milan de Serbie n'était pas le fils, mais bien, par son père, Miloch le jeune, mort officier roumain, le petit-fils d'Éfrem Obrénovitch, à la p. 357 lire naturellement 1876 au lieu de 1875).

L.